

CONJONCTURE DU PREMIER TRIMESTRE DE 2019

Les indicateurs disponibles, quoique limités, révèlent une légère détente au niveau de l'équilibre macroéconomique du premier trimestre de 2019. Celui-ci continue, cependant, à sous tendre d'importantes fragilités dictant l'accélération du processus de réformes et de restructuration de l'économie.

Il y a, en effet, un léger mieux au niveau de la croissance à la lumière des données sur le trend ascendant du tourisme, la reprise de la production des phosphates, l'accroissement des exportations de biens à un taux plus élevé que celui des importations. L'investissement, de son côté, paraît amorcer une légère reprise comme le reflètent les importations de biens d'équipement.

Toutefois, les différentes pressions et tensions, même si elles enregistrent un début de desserrement, demeurent. C'est le cas de la situation sociale qui continue à être tendue sous l'effet notamment du maintien du chômage à un niveau élevé. C'est le cas aussi de la situation financière, intérieure et extérieure, qui continue à être marquée par d'importants déséquilibres requérant la vigilance et la persévérance pour corriger les distorsions et optimiser l'allocation des ressources

Les développements qui suivent explicitent au niveau des différents paramètres macro-économiques cette appréciation globale.

I. Production et investissement

Quelques indications positives sur la croissance du PIB

Les données disponibles relatives à l'évolution de l'activité économique ne sont pas encore suffisamment significatives pour évaluer de façon objective le rythme de croissance du premier trimestre de l'année 2019. Il y a cependant quelques indications, relativement positives, qui permettent d'escompter une consolidation de la tendance amorcée depuis 2017. Elles sont récapitulées comme suit :

- ▮ Une bonne pluviométrie qui a permis de porter le taux de remplissage des barrages de 44 pourcent en moyenne durant les trois années précédentes à près de 80 pourcent au cours de la saison actuelle.

- ▮ La consolidation de la nouvelle dynamique du secteur touristique avec une augmentation durant le premier trimestre de 2019 par rapport à la même période de l'année précédente de 27 pourcent du nombre de touristes et de 19 pourcent des recettes en euros.
- ▮ Une relance des exportations des phosphates et dérivés en relation avec la reprise de la production dans le bassin minier de Gafsa. Les recettes en euros augmentent au cours du premier trimestre de 2019 de 55 pourcent permettant de générer 125 millions d'euros contre 78 millions d'euros au cours du premier trimestre de 2018.
- ▮ Un bon comportement des exportations industrielles hors alimentation permettant d'engranger 2740 millions d'euros en augmentation de 5.4 pourcent par rapport au premier trimestre de 2018.

De la sorte, une croissance du PIB, telle que prévue dans le cadre du Budget Economique, de l'ordre de 3 pourcent, tirée davantage par l'exportation et l'investissement, paraît à ce stade faisable pour l'année 2019.

A titre d'éclairage, les dernières prévisions de Bruxelles tablent sur une croissance de 1.3 pourcent de la zone euro en 2019 contre 1.9 pourcent en 2018 ; et les dernières prévisions de la Banque Centrale du Maroc tablent sur une croissance de 2.7 pourcent en 2019 contre 3.2 pourcent en 2018.

Progression modérée de l'investissement productif

Les dernières prévisions, établies dans le cadre du budget économique et reprises dans le dernier rapport du FMI, tablent sur une augmentation du volume d'investissement de 5 pourcent en comptant notamment sur :

- ▮ Une relance de l'investissement de plus de 7 pourcent hors effet prix dans les industries manufacturières sous l'effet d'une demande extérieure particulièrement dopée par la dépréciation du dinar.
- ▮ Un important renforcement de l'effort d'investissement dans le secteur de la production électrique avec une augmentation en volume de 40 pourcent du fait notamment de l'achèvement de l'extension de la centrale électrique à cycle combiné de Radès et de l'accélération de la réalisation des unités photovoltaïques.
- ▮ Une augmentation des investissements de 10 pourcent en volume dans les transports et télécommunication en relation avec l'avancement des projets du transport urbain par voie ferrée (RER) et des projets de l'offshoring.

A ce stade, les données disponibles, même si elles ne permettent pas d'avoir une évaluation significative de la dynamique d'investissement, ne remettent pas en cause ce schéma.

La première indication concerne les importations de biens d'équipement. Celles-ci enregistrent, hors glissement du dinar, une augmentation de près de 7 pourcent, ce qui laisse escompter une reprise de l'investissement.

La seconde indication se rapporte aux flux des investissements directs étrangers qui progressent de 1.3 pourcent en euros. La progression est certes bien en retrait de celle attendue dans le cadre du budget économique (+20 %). Mais la relance des investissements notamment dans la prospection et l'exploitation pétrolière au titre du permis « Naouara » devrait a priori améliorer sensiblement les flux au cours des prochains mois.

II. Emploi et inflation

Maintien du chômage à un niveau élevé

Les indications disponibles ne laissent pas apparaître d'améliorations notables du marché de l'emploi par rapport à celles dégagées par l'enquête d'emploi du quatrième trimestre de 2018.

Le marché de l'emploi semble continuer, en effet, à présenter les mêmes caractéristiques présentées avec :

- Un taux d'emploi relativement faible se situant en moyenne à 40 pourcent contre 66 pourcent en moyenne pour les pays de l'OCDE en raison notamment du faible taux des femmes (28 pourcent seulement).
- Un chômage élevé au niveau des diplômés du supérieur, avec un taux aux alentours de 29 pourcent de la population active concernée, soit, près du double du taux moyen de chômage.
- Un taux de chômage féminin particulièrement élevé, qui correspond pratiquement au double du taux de chômage masculin que ce soit pour l'ensemble de la population active (22.9 pourcent pour le genre féminin contre 12.5 pour les hommes) ou pour les diplômés du supérieur (respectivement 39 pourcent et 17 pourcent).

Ceci dit, la situation sociale a été particulièrement tendue au cours du premier trimestre, avec notamment la multiplication des grèves et des mouvements de contestation contre la

cherté de vie et les faibles perspectives d'emploi pour les jeunes ; ce qui crée un climat de malaise et d'attentisme qui risque de contrarier les efforts déployés en matière de relance de l'investissement et de réinsertion de l'économie tunisienne dans un cercle vertueux de croissance et d'amélioration du niveau de vie sur des bases viables et durables.

Léger repli de l'inflation des prix à la consommation

Le taux d'inflation a amorcé un repli à fin mars 2019 avec un glissement sur douze mois de 7.1 pourcent contre 7.6 pourcent une année auparavant.

Malgré cette légère détente enregistrée au niveau de l'indice établi par l'INS, la perception de cherté de vie ne s'est pas modifiée, du fait de la nature des produits à l'origine de l'augmentation des prix à la consommation. C'est le cas particulièrement des produits alimentaires, des articles d'habillement, des meubles et articles de ménages et des transports comme le reflète le tableau suivant :

Glissement sur 12 mois	pondération	mars2018/17	mars 2019/18
Produits alimentaires et boissons	26.2	8.7	7.5
Habillement et chaussure	7.4	8.0	8.9
Meubles et articles ménagers	5.9	7.4	9.1
Transport	12.7	10.0	9.7
Autres	46.8	6.5	6.0
Indice général des prix	100.0	7.6	7.1

Les prix des produits libres ont augmenté à cet égard de 8 pourcent contre 4.4 pourcent pour les prix administrés sachant que le total des allocations budgétaires au titre de la caisse générale de compensation, des carburants et des transports arrêtées dans le cadre de la loi des finances de 2019 ressortent à 4350 MDT et correspondent à 3.7 pourcent du PIB soit 96 pourcent du déficit budgétaire retenu dans le cadre de la loi des finances.

Par ailleurs, et en réponse aux pressions inflationnistes, la BCT a dû relever le taux directeur du marché monétaire à deux reprises entre mars 2018 et mars 2019 pour le porter de 5.75 à 7.75 à l'effet de tenter d'assurer un meilleur arbitrage entre la consommation et l'épargne.

A titre d'éclairage, la variation annuelle des prix à la consommation au cours du premier trimestre de 2019 a été de 1.4 pourcent pour la zone euro alors que le taux directeur de la Banque Centrale Européenne continue à être nul.

III. Les échanges extérieurs

Comportement encourageant des exportations non agricoles

Les exportations enregistrent au cours du premier trimestre de 2019 une augmentation de l'ordre de 16 pourcent en dinars, soit 3 pourcent en euros.

En excluant l'huile d'olive dont l'exportation a fortement chuté en relation avec le caractère cyclique de la production de ce secteur, l'exportation des autres produits progresse de 21 pourcent en dinars et 7 pourcent en euros. Les secteurs les plus performants durant le premier trimestre de 2019 ont été :

- ▮ Le secteur des dattes qui engrange des recettes de 97 millions d'euros, ce qui correspond à une augmentation de 9.3 pourcent.
- ▮ Le secteur des textiles, de l'habillement et du cuir qui génère des recettes de 780 millions d'euros en hausse de près de 2 pourcent par rapport au premier trimestre de 2018.
- ▮ Le secteur des industries mécaniques et électriques qui enregistre, après l'essoufflement qu'il a connu au cours du second semestre de 2018, une relance prometteuse. Le total des exportations de ce secteur ont atteint 1560 millions d'euros en augmentation de 5 pourcent permettant à ce secteur de contribuer à hauteur de 44 pourcent du total des exportations de biens.
- ▮ Le secteur des phosphates et dérivés, dont l'exportation passe de l'équivalent de 80 millions euros à 125 millions euros. Mais, malgré cette progression, la performance du secteur demeure bien en retrait du potentiel de ce secteur : le niveau d'exportation a atteint 190 millions d'euros au cours du premier trimestre de 2016.

La confirmation de cette nouvelle tendance pour les prochains mois demeure toutefois conditionnée par l'accélération de la réalisation des extensions engagées et des nouveaux projets annoncés pour accroître l'offre de biens exportables ainsi que par l'apaisement des tensions sociales en particulier au niveau du bassin minier de Gafsa.

Faible augmentation des importations de biens

La progression enregistrée au cours du premier trimestre 2018 est de 14.3 pourcent en dinars et de 1.1 pourcent en euros en retrait de deux points par rapport à celle des exportations.

En excluant les importations des produits céréaliers qui ont enregistré une augmentation de 26 pourcent en tonnage, les importations des autres produits progressent de 12.4 pourcent, ce qui correspond à une baisse de 0.5 pourcent en euros.

Les mesures prises par les autorités monétaires en matière notamment de relèvement du taux directeur et de la politique d'escompte semblent commencer à porter ses fruits en décourageant la tendance de stockage à caractère spéculatif relevé au cours des trimestres précédents.

Cette appréciation se trouve corroborée par le ralentissement des importations de matières premières et demi-produits ; celles-ci après une progression en euros suivant un rythme dépassant de loin l'augmentation du PIB, a enregistré un recul de 3 pourcent au cours du premier trimestre de 2019.

Début de redressement de la balance commerciale

L'inflexion de la tendance d'évolution des deux termes de la balance commerciale a eu un impact positif limité:

- ▮ Le taux de couverture des importations par les exportations enregistre une amélioration d'un point par rapport au premier trimestre de 2018, ce qui permet de le situer à 74.9 pourcent.
- ▮ Le déficit commercial se ramène de 1230 millions d'euros au cours du premier trimestre 2018 à 1183 millions d'euros au cours du premier trimestre de 2019, ce qui correspond à une baisse de 3.8 pourcent. La baisse par rapport au premier trimestre 2017 monte comme le montre le tableau ci-dessous à 24 pourcent pour l'évaluation en euros.

Déficit commercial	1 ^{er} trimestre 2017	1 ^{er} trimestre 2018	1 ^{er} trimestre 2019
En millions de dinars	3879	3655	3973
En millions d'euros	1585	1230	1183

Ceci dit, la facture énergétique, malgré sa quasi- stabilisation en euros aux alentours de 650 millions d'euros continue à représenter un lourd fardeau ; elle représente 35.5 pourcent du déficit commercial durant le premier trimestre 2019 après avoir atteint 37.8 pourcent au cours du premier trimestre 2018. L'accélération de la mise en œuvre de la stratégie énergétique revêt à cet égard une grande priorité à travers notamment le renforcement des

programmes d'économie d'énergie, la relance des investissements d'exploration et d'exploitation pétrolière et le développement des énergies renouvelables.

Desserrement des tensions au niveau de la balance des paiements

Les fortes pressions qui ont pesé sur la balance des paiements en 2018 enregistrent un début de desserrement à la lumière des indicateurs de la Banque Centrale pour les deux premiers mois de 2019 et ce grâce à une progression des exportations de biens à un rythme plus rapide que celui des importations et à une forte relance du tourisme.

Le déficit courant de la balance des paiements se trouve ainsi ramené de 1801 MDT au cours des deux premiers mois de 2018 à 1643 MDT au cours des deux premiers mois de 2019.

En MDT	2 mois 2018		2 mois 2019	
	MDT	M€	MDT	M€
Solde des marchandises	-1730	-582	-1903	-567
Solde des services	-48	-16	+121	+36
Solde des transferts de revenu	-23	-8	+139	+41
Solde opérations courantes	-1801	-606	-1643	490

Cette détente, si elle se confirme pour le reste de l'année 2019, devrait permettre de ramener le déficit courant sous la barre de 10 pourcent du PIB ; mais encore faut-il concrétiser les promesses d'accélération des exportations de biens et surtout le renforcement de la dynamique du secteur touristique compte tenu de l'important effet d'entraînement de ce secteur sur le reste de l'économie.

L'adoption du projet de loi relatif à la détention des devises présenté par le gouvernement pourrait accélérer les rapatriements des devises et améliorer sensiblement les réserves de change du pays comme le révèle l'impact de cette catégorie de loi dans de nombreux pays de la région.

IV. Equilibres monétaire et financier

Efforts importants pour réduire les pressions

Les efforts déployés pour retrouver un équilibre monétaire moins inflationniste commencent à donner quelques résultats encourageants.

Les billets et monnaies en circulation progressent pour la première fois à un rythme (7 pourcent sur douze mois) en retrait de celui du PIB aux prix courants (11 pourcent environ).

L'encours des bons du trésor assimilables se maintient pratiquement au niveau atteint en mars 2018 soit 12.8 à 12.9 milliards de dinars.

Les avoirs en devises enregistrent une augmentation de 2.8 milliards de dinars permettant de porter le taux de couverture des importations par les exportations de 70 jours en mars 2018 à 81 jours en mars 2019.

Le glissement du dinar a continué compte tenu de la forte demande des devises étrangères et de l'écart entre l'inflation en Tunisie et les pays partenaires avec, cependant, une décélération du rythme ; la dépréciation sur douze mois ayant été ramenée de 21 pourcent en mars 2018 à 15 pourcent environ en mars 2019.

Ceci dit, les besoins de liquidités du secteur bancaire continuent à être importants même si l'augmentation sur douze mois a été ramenée de 50 pourcent en mars 2018 à 20 pourcent en mars 2019 ; ce qui dicte la poursuite des efforts déployés pour promouvoir l'épargne et rationaliser le crédit.

Situation des finances publiques requérant la vigilance

Les prévisions tablent sur une sensible réduction du déficit budgétaire pour le ramener d'un taux, en proportion du PIB, de 4.9 enregistré en 2018 à 3.9 en 2019.

Les seules indications disponibles à ce stade concernent l'ajustement des prix des carburants intervenu le 31 mars 2019, l'encours des bons du trésor assimilables qui enregistre une quasi-stabilisation, le recours aux emprunts extérieurs par l'administration et les autorités monétaires au cours des deux premiers mois de 2019 qui ressortent à 714 MDT en augmentation de 164 MDT par rapport à la période correspondante de 2018 et la promulgation de la loi portant réforme du système de retraites .

Ces indications, qui laissent supposer que la réalisation des recettes du budget de l'Etat se déroule comme prévu doivent être cependant relativisées compte tenu des pressions pour contenir les dépenses dans les limites arrêtées dans le cadre de la loi des finances.

Plus précisément les foyers de tensions qui risquent de remettre en cause le rééquilibrage requis des finances publiques concernent :

- ▀ Les dépenses au titre des traitements et salaires compte tenu des résultats des négociations salariales de la fonction publique finalisées au début de l'année.

- ▮ Les charges de la caisse générale de compensation qui pourraient être réévaluées à la lumière de la forte hausse des prix à l'importation des céréales durant le premier trimestre de 2019 (+ 36 % pour le blé tendre et + 21% pour le blé dur)
- ▮ La situation particulièrement difficile des entreprises publiques pouvant amener l'Etat à abandonner une partie de ses créances et à accorder des facilités pour permettre à certaines d'entre elles de ne pas être en cessation de paiement.

CONCLUSION

L'économie tunisienne semble, à la lumière des indicateurs quantitatifs disponibles, amorcer un début de redressement.

Ce résultat, bien qu'il soit bien en deçà des attentes, doit constituer une forte motivation pour persévérer dans la voie de la restructuration et la réforme pour créer les conditions d'une forte relance des efforts de création de la richesse sur des bases inclusives et durables.

A cet effet, outre la vigilance requise pour consolider le redressement amorcé au niveau des différents paramètres macro-économiques, de nombreux dossiers méritent d'être approfondis compte tenu de leurs impacts sur l'équilibre macro-économique et sur les perspectives de développement, à l'effet de dégager un consensus aussi large que possible sur les choix qui s'imposent ainsi que sur les restructurations et les réformes qui sont requises.

C'est le cas en particulier du dossier de l'énergie compte tenu de l'importante facture d'ores et déjà assumée par la collectivité nationale, du dossier des subventions source de gaspillage et d'iniquité. C'est le cas aussi de l'administration et des entreprises publiques qui souffrent notamment d'un important sureffectif et du partenariat public et privé qui pourrait être un important vecteur d'accélération des investissements dans l'infrastructure et les équipements collectifs.

Une telle démarche, qui rejoint en fait les nombreux appels pour des assises économiques, pourrait clarifier les choix, préciser les politiques et les orientations et retrouver un nouveau souffle réformateur dans le cadre d'une vision globale mobilisatrice.

Forum Ibn Khaldoun le 20 avril 2019

Mots clés : conjoncture Tunisie 1^{er} trimestre 2019; bulletin de conjoncture Tunisie 2019, Forum Ibn Khaldoun